

## COMMUNIQUÉ

Fribourg, le 9 novembre 2023

### **Malgré des activités encore solides en 2023 Les entreprises fribourgeoises voient leurs marges s'éroder**

**Les entreprises fribourgeoises affichent toujours une activité solide en cet automne 2023, malgré le ralentissement économique observé au niveau national et international. Portées par le marché domestique, 51% des entreprises interrogées dans le cadre de l'enquête conjoncturelle d'automne de la CCIF font état d'une marche actuelle des affaires qualifiée de « bonne à excellente ». La rentabilité est en revanche en retrait par rapport aux deux exercices précédents. Une décélération des affaires au cours de l'hiver et des mois suivants est par ailleurs attendue. Malgré ce contexte plus délicat, le marché de l'emploi restera en revanche robuste, marquant à peine le pas par rapport aux exercices 2021 à 2022.**

Ces prévisions se fondent sur la compilation des réponses fournies par 441 entreprises membres de la CCIF, employant quelque 26'400 personnes, entre le 28 août et le 29 septembre 2023. Cet échantillon représente un emploi privé sur quatre dans le canton et un sur trois pour les secteurs de l'industrie et de la construction.

La bonne tenue de l'économie fribourgeoise constitue une bonne surprise au vu des problèmes économiques rencontrés par certains partenaires commerciaux importants de la Suisse, en particulier l'Allemagne, actuellement en récession. La plus large partie des entreprises se déclarent positives (51%) ou satisfaites (39%) par rapport à la marche actuelle de leurs affaires, malgré l'inflation, la hausse des taux d'intérêt, la force du franc et l'accumulation des incertitudes (guerre en Ukraine, guerre Israël-Hamas, tensions Occident-Chine, fragilité de l'économie chinoise, entre autres).

Il n'y a « que » 11% des membres de la CCIF à faire état d'une marche actuelle des affaires « médiocre à mauvaise ». Dans le détail, il apparaît toutefois que l'industrie – dont une partie des sociétés est davantage exposée aux marchés internationaux – affiche davantage de retenue avec 44% de répondants décrivant leurs activités actuelles comme positives (54% dans les services) et 15% se disant négatives (9% dans le tertiaire).

#### **Perte de dynamique**

Les prochains mois seront en revanche moins dynamiques, et cela dans tous les secteurs d'activité. La part des entreprises estimant que leurs affaires seront « bonnes à excellentes » tombe à 44% pour les six prochains mois – et même à 38% dans l'industrie – puis à 36% pour l'horizon au-delà de six mois (29% dans le secondaire). L'industrie d'exportation est plus pessimiste que les entreprises actives uniquement en Suisse.

L'indicateur le plus révélateur de la situation économique actuelle est celui de la marge d'autofinancement: seulement 41% des entreprises disent la juger « bonne à excellente », contre 50% l'an dernier. Ce chiffre est le plus mauvais des cinq dernières années, à l'exclusion de 2020, où l'économie avait été en partie fermée

en raison de la pandémie. La dégradation de la rentabilité s'observe autant dans l'industrie et la construction que dans les services. Conséquence: les entreprises seront logiquement moins enclines à investir l'an prochain: 63% des sociétés actives dans l'industrie et la construction le prévoient, contre 70% à l'avoir fait cette année. Dans les services, 39% projettent des investissements, contre 45% à en avoir réalisé en 2023.

### **L'emploi reste bien orienté**

En dépit de cette décélération, l'emploi reste orienté positivement puisque 26% des membres de la CCIF prévoient d'accroître leurs effectifs l'an prochain et seulement 5% de les diminuer, le solde comptant maintenir leurs équipes à leurs niveaux actuels. Si ces chiffres se confirment, le marché de l'emploi restera dans la même dynamique qu'au cours des trois derniers exercices, ce qui ne laisse donc augurer aucune détente dans la pénurie de personnel.

Côté salaires, les entreprises fribourgeoises octroieront en moyenne des hausses de 1,6%, soit 1,7% dans l'industrie et la construction, et 1,5% dans les services. La part des entreprises ne prévoyant aucune augmentation grimpe à 30%, contre 20% en 2023, année au cours de laquelle les salaires ont progressé de 2,3% dans l'industrie et de 2,2% dans les services.

### **Digitaliser pour simplifier**

L'enquête conjoncturelle d'automne 2023 de la CCIF a été l'occasion de faire le point sur la digitalisation<sup>1</sup> dans les entreprises membres. Il en ressort que la grande majorité d'entre elles y consacre une part allant de 0 à 15% de l'ensemble de leurs investissements: 75% dans l'industrie et la construction et 58% dans les services. Une entreprise sur cinq injecte dans ce domaine une part située entre 15 et 30% du total des investissements. Le reste des participants à l'enquête, soit 20% de toutes les entreprises, y consacre davantage de moyens encore.

Parmi les principaux avantages tirés de la digitalisation, les répondants mettent en avant la simplification des tâches (81%) et l'amélioration de la productivité (64%). Développement de nouveaux produits (31%) et diminution des coûts de productions (26%) viennent nettement derrière. Du côté des contraintes liées au numérique, le coût des investissements arrive au premier rang (61%). Mais près d'une entreprise sur deux (47%) met en avant la difficulté d'intégration de la technologie dans les activités et 40% les problèmes de prise en main par le personnel.

### **Le numérique renforce les entreprises**

La digitalisation est-elle un moyen de contrer la pénurie de personnel? Plus des trois quarts des sociétés répondent par la négative, et même 80% dans l'industrie et la construction. 55% des entreprises du secondaire et 61% de celles du tertiaire estiment en revanche que leurs investissements dans le numérique renforcent leur positionnement concurrentiel.

Concernant les derniers développements de l'intelligence artificielle (IA)<sup>2</sup>, soit les outils du type ChatGPT, accessibles à large échelle depuis un an environ, 27% les ont déjà adoptés au quotidien (17% dans le secondaire et 31% dans les services). Cette part devrait grimper à 37% dans les douze mois, puis à environ

---

<sup>1</sup> Dans le questionnaire adressé aux membres, la digitalisation de l'économie est décrite comme « le phénomène de numérisation des activités économiques. Cela inclut l'intelligence artificielle, le « big data », l'impression 3D, la robotique, etc. »

<sup>2</sup> L'intelligence artificielle (IA) est décrite comme « un processus d'imitation de l'intelligence humaine qui repose sur la création et l'application d'algorithmes exécutés dans un environnement informatique dynamique ».



50% dans les trois ans. A l'inverse, à ce stade, 43% des répondants ne l'envisagent pas (le solde n'ayant pas fourni de réponse). Parmi ceux qui n'ont pas encore recours à l'IA aujourd'hui, 58% déclarent que leur domaine d'activité n'est pas concerné, 30% qu'ils manquent de connaissance sur le domaine et 25% qu'ils manquent de temps.

Pour les sociétés qui recourent à l'IA, l'utilisation la plus fréquente (59%) s'inscrit dans le domaine de la commercialisation (relation clients, ventes). 29% s'en servent pour digitaliser des produits et services et 27% l'appliquent dans leur propre organisation (finances, RH, facturation, notamment).

A l'heure actuelle, les trois quarts des entreprises membres de la CCIF n'ont mis en place aucune stratégie particulière par rapport à l'IA. 12% ont identifié les secteurs d'activité concernés, 11% ont adapté la gestion de leurs données et 10% ont planifié des programmes de formation pour leur personnel.

### **Faible impact sur l'emploi**

Une écrasante majorité de 86% des sociétés est d'avis que l'IA ne conduira pas à une baisse de leurs effectifs. Seules 10% de toutes les entreprises s'attendent à un recul, sans différence notable entre les secteurs d'activités. Interrogées sur le rôle de l'Etat par rapport à cette percée technologique, 80% des entreprises s'expriment en faveur d'un meilleur encadrement réglementaire.

Compte tenu de l'importance de la digitalisation dans le développement des affaires, une partie des entreprises souhaite par ailleurs que l'Etat accompagne davantage les entreprises dans les nécessaires adaptations auxquelles il faudra procéder à l'avenir. 36% des répondants estiment qu'il faut privilégier des incitations fiscales, 33% accroître le soutien à l'innovation, 31% développer les formations dans l'IT et 29% développer les infrastructures (« data centers » suisses et réseaux 5G, entre autres). La part des répondants à estimer qu'il ne faut entreprendre aucune mesure se monte à 24%.

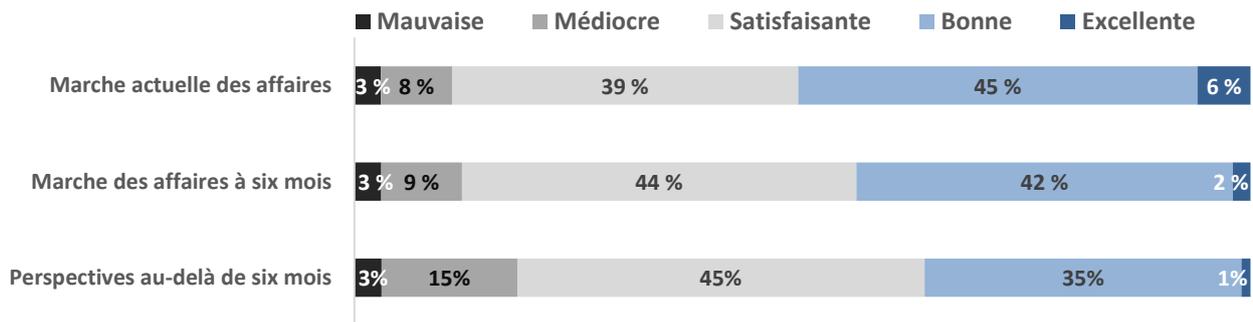
### **Contacts**

**Chantal Robin | directrice | 079 633 79 53**

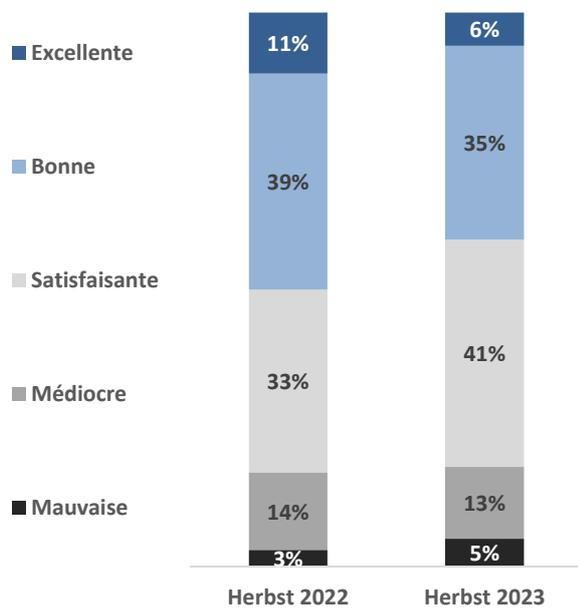
**Philippe Gumy | directeur adjoint, conseiller économique | 078 739 53 83**



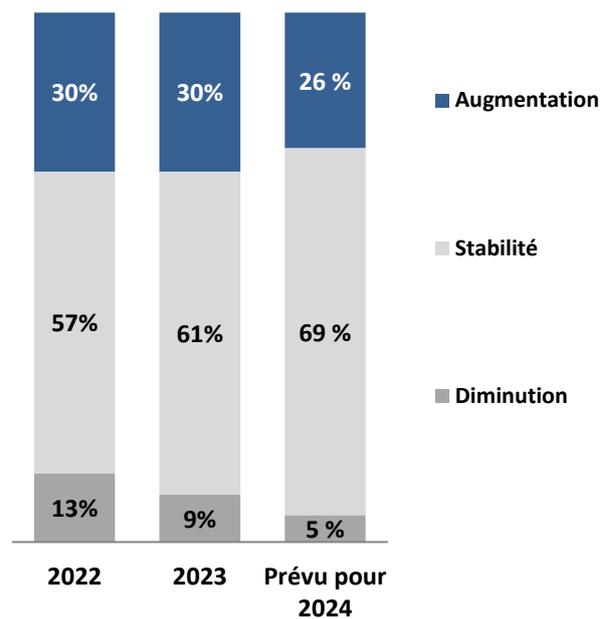
## Perspectives: tassement de l'activité économique



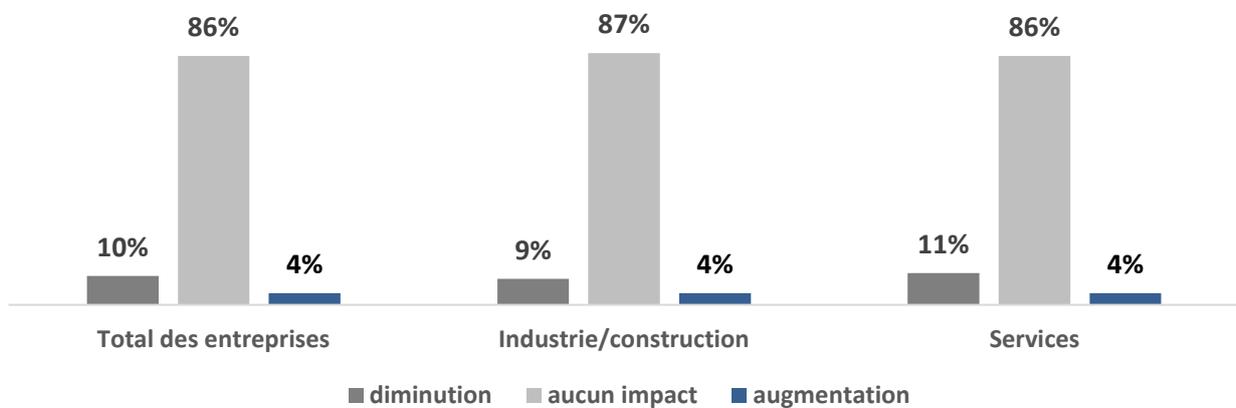
### Marge d'autofinancement



### Emploi - évolution



### Impact de l'intelligence artificielle sur le nombre d'employés de l'entreprise



Source: CCIF. Les pourcentages totaux peuvent être légèrement inférieurs ou supérieurs à 100% en raison des arrondis.

